

Nat-Bi

Nat-bi-Naturelle/biologique - Magazine d'informations - Agroécologiques et biologiques - N°13- FÉVRIER 2021

Projet d'Appui à l'Autonomisation des Calebasses de Solidarité (PAACDS)
Le COCOGEP forme 50 membres des CDS à la fabrication du pain

PP 6-7



SOMMAIRE

FOIRE INTERNATIONALE DE L'INNOVATION PAYSANNE

P.9

Des maraichers sénégalais présentent leurs expériences en gestion de l'eau

RENFORCEMENT DES GIE DE TRANSFORMATION AU SÉNÉGAL

P.3

L'alternative de la qualité pour l'accès au marché des produits locaux.

RÉSILIENCE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

P.8

Plaidoyer pour les innovations paysannes et locales

Entretien avec Leon JANDER, chargé de programme Pays (Sénégal) par intérim

“Je suis fasciné par la mise en place du très particulier projet d'aide humanitaire pendant la crise du COVID-19”

PP 4-5



Éditorial

Par Djibril THIAM

Chers lecteurs et lectrices,

Nous voici en 2021 avec ses lueurs d'espoir et ses angoisses face à la pandémie qui hante le sommeil de toute la planète. Le Sénégal n'a pas dérogé à la règle avec ses lots de perte en vie humaine mais également des personnes guéries grâce à la prouesse de nos médecins. L'an 2020 qui est écoulé nous a lourdement frappés avec la pandémie et ses corollaires. Cependant, elle ne nous pas empêché de retrousser les manches pour retrouver la plénitude de nos moyens et d'œuvrer pour le développement de nos activités. Nous avons tous traversé avec beaucoup de difficultés cette situation. Nos activités ont été plombées certaines même n'ont pas pu être exécutées pour des raisons liées au confinement. Ce nouvel an est également une occasion pour Agribio Services de tracer des sillons pour contribuer à l'activité économique du pays, mais aussi de ses partenaires. Cette année constitue pour nous et la coordination nationale une année charnière pour accompagner nos partenaires dans le suivi des dif-

férentes stratégies liées à l'économie sociale et solidaire. Cette année aussi, nos différentes stratégies seront aussi plus vulgarisées à travers nos différents canaux de communication. Comme vous l'avez constaté dans le cadre de la Formation-Communication-Monotoring (FOCOMO) financé par Action de Carême Suisse (AdC), une série de reportages a été effectuée sur les femmes leaders des cales-basses de solidarité. Cette même stratégie sera maintenue pour cette année. Les autres Op seront visitées pour partager avec nos différents partenaires leurs acquis.

Parallèlement, le magazine Nat-Bi comme son nom l'indique fera aussi des efforts afin de proposer de grands reportages sur les questions liées à l'agriculture écologique et biologique et toutes activités qui gravitent autour. Les innovations locales des producteurs seront aussi partagées avec les lecteurs. En perspectives, pour éviter la propagation du virus, nous avons prévu de collaborer davantage avec les médias de la place afin de mieux vulgariser nos activités de promotion de l'économie sociale et solidaire mais également de la promotion de l'agroécologie.

HORTICULTURE

Une production de 150.000 tonnes de pomme de terre attendue cette année (responsable)

Keur Abdou Ndoye (Thiès), 4 fév (APS) - Le Sénégal table cette année sur une production d'au moins 150.000 tonnes de pomme de terre, a annoncé jeudi le directeur de l'horticulture, Macoumba Diouf.

«Cette année, on attend pas moins de 150.000 tonnes», a dit Macoumba Diouf à des journalistes, lors d'une tournée dans la zone des Niayes. Le directeur de l'horticulture, invité à visiter l'expérience de la Fédération des producteurs maraîchers des Niayes (FPMN), principale source de légumes, s'est rendu à Khonkhe Yoye, Thiar, Diogo, dans la commune de Darou Khoudoss, région de Thiès. Il a aus-

si visité Keur Abdou Ndoye, vers Kayar, entre autres localités de cette partie des Niayes. M. Diouf a mis cette production en perspective en évoquant la politique de subvention de l'Etat, dont les efforts ont contribué à faire passer la production de pomme de terre «de 15.000 tonnes en 2012 à 130.000 tonnes» en 2020. Cette année, la subvention de l'Etat a permis d'acquiescer, à l'étranger, environ 12.000 tonnes de semences de pommes de terre, a-t-on signalé. Pour Macoumba Diouf, sans l'appui de l'Etat, cette production de pomme de terre serait difficilement atteinte, vu que la semence est importée.

De 130 millions de francs CFA en 2012 à 6,5 milliards en 2018, la subvention des semences de pomme de terre est passée à «un peu plus de 3,5 milliards» cette année, avec des semences subventionnées à 46%, soit 300 francs le kilo vendu à 650 francs CFA. L'Etat du Sénégal a subventionné les intrants horticoles - engrais, semences et matériel - à hauteur de «10 à 15 milliards» de francs CFA, a-t-il renseigné. Les engrais subventionnés ont été portés de 10.000 tonnes en 2012 à 22.000 tonnes, a-t-il ajouté, relevant que les besoins restent importants.

RENFORCEMENT DES GIE DE TRANSFORMATION POUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE AU SÉNÉGAL

L'alternative de la qualité pour l'accès au marché des produits locaux

Corriger la tendance populaire voulant que les produits importés soient souvent associés par les consommateurs à une meilleure qualité à détriment des produits locaux. C'est tout le sens qu'il convient de donner au projet dit de Renforcement des GIE de transformation pour l'autosuffisance alimentaire. Lequel projet vise à contribuer à la réduction de la dépendance de la population à l'importation des produits alimentaires. Le Sénégal importe une grande quantité de produits de première nécessité comme le blé, le riz et le sucre entre autres

pour combler ses besoins alimentaires et nutritionnels. La stratégie d'intervention mise en place par ledit projet est basée sur le renforcement des filières des produits locaux par l'appui des petites entreprises de transformation agroalimentaires dans la région de Thiès afin d'accroître leurs performances. Promu par les ONG IPSIA (Italie) basée à Thiès et AgriBio Services et cofinancé par la Région Friuli Venezia Giulia, ce projet de renforcement focalise ses actions sur le soutien et l'accompagnement des GIE du secteur agroalimentaire, marqué par une

forte présence des femmes, afin d'améliorer la qualité, l'accès au marché et la valorisation des produits locaux. Des actions qui, au terme de leur année d'exécution, Janvier 2021-Décembre 2021, devront se traduire par le renforcement et l'augmentation quantitative et qualitative des produits transformés et commercialisés d'une dizaine de micro entreprises. De même, les produits agroalimentaires sortis de ces entreprises sélectionnées seront de nature à améliorer l'accès au marché par l'obtention de l'autorisation FRA.

AGRICULTURE-FINANCEMENT

Un financement de 3,74 milliards de F CFA du FIDA pour répondre aux défis post-COVID-19

Dakar, 9 fév (APS) - Le Sénégal a signé mardi avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) une convention de financement relative à un programme de consolidation des moyens d'existence des petits producteurs, par l'adoption de pratiques de production durables et d'approches de cohésion sociale et de transformation du genre.

Dénoté «Programme conjoint Sahel en réponse aux défis Covid-19, conflits et changements climatiques» (SD3C), son coût s'élève à 3,74 milliards de francs CFA, soit 6,5 millions de dollars américains.

La convention de financement relative à ce

programme prévu pour une durée de 3 ans, a été signée par le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, et le représentant du FIDA au Sénégal, Benoit Thierry, également directeur du bureau sous-régional Afrique de l'Ouest de cette institution spécialisée des Nations Unies, rapporte un communiqué.

Il ajoute que ce programme a l'ambition de «consolider les moyens d'existence des petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes vivant en zones transfrontalières, par l'adoption de pratiques de production durables et d'approches de cohésion sociale et de transformation du genre». «La réalisation

de cet objectif sera axée sur trois composantes, augmentation de la productivité et de la production, intégration économique, et dialogue politique, coordination et gestion», précise le texte. Il signale que pour sa première phase d'une durée de trois ans, le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis Covid-19, conflits et changements climatiques (SD3C) interviendra dans les départements de Kanel (Matam), Podor (Saint-Louis) et Goudiry (Tambacounda). A terme, ce programme devrait toucher 11.000 ménages, soit 110.000 personnes dont 50 % de femmes adultes, 30 % de jeunes des deux sexes», indique la même source.

Leon JANDER, chargé de programme Pays (Sénégal) par intérim

”Je suis fasciné par la mise en place du très particulier projet d'aide humanitaire pendant la crise du COVID-19”

En service à Action de carême Suisse (AdC) depuis décembre 2019, le chargé de programme Pays au Kenya, Leon Jander, assure l'intérim de sa collègue chargée du Programme Pays au Sénégal, Vreni, durant son congé maternité. Homme du sérail, Leon Jander, n'est pas en terrain inconnu sur le sol sénégalais, un pays dans lequel il a séjourné pour le compte Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Dakar. Dans cet entretien qu'il a bien voulu accorder au Bimestriel Nat-Bi, l'allemand d'origine appelé à gérer, sous peu de temps, le Programme Pays de la république Haïtienne, revient sur sa collaboration avec la coordination nationale d'Action de Carême assurée par AgriBio Services. Tout comme il s'est dit fasciné par la mise en place du « très particulier » projet d'aide humanitaire pendant la crise du COVID-19. Un projet qu'il a eu à découvrir lors de son passage au Sénégal.

Nat-Bi : Quelles sont les responsabilités de Leon au sein d'Action de Carême Suisse ?

Leon Jander : J'ai commencé à travailler avec Action de Carême en décembre 2019, après avoir passé deux années avec une organisation non-gouvernementale en Haïti. Chez Action de Carême, je suis chargé du programme Kenya, donc je fais le même travail que Vreni fait pour le programme Sénégal. À partir de mars 2021, je vais prendre en sus la responsabilité du Programme Pays Haïti.

Quelles appréciations faites-vous du Programme Pays d'Action de Carême Suisse Sénégal et de ses stratégies de travail ?

J'étais très impressionné par le sens de famille au sein du Programme Sénégal. Malgré la distance géographique entre les organisations partenaires, j'ai eu l'impression, pendant les quelques réunions en ligne que j'ai pu faire avec vous jusqu'à maintenant, que vous vous connaissez très bien et que vous collaborez bien ensemble.

J'ai été aussi très fasciné par la mise en place du très particulier projet d'aide humanitaire pendant la crise du COVID-19 : le RENOLSE (Ndlr : Réseau des Organisations de lutte contre la soudure et l'endettement) a reçu de l'argent pour gérer un fonds COVID. Les calebasses ont pu



obtenir des prêts du fonds pour combler des lacunes immédiates apparues durant la crise. Cette idée a très bien tenu compte du fait qu'Action de Carême privilégie des activités à long-terme, mais a néanmoins permis une aide immédiate et nécessaire. Une rechute du groupe cible dans la pauvreté par un choc extérieur peut anéantir des années de développement et n'est donc pas non plus dans l'intérêt ni des

organisations partenaires, ni d'Action de Carême et ni du groupe cible. Certes, le taux de remboursement des prêts COVID reste à être analysé, mais je pense que c'est un bon exemple comment faire des projets d'urgence. Et ce projet d'urgence a aussi montré un des axes clés du programme Sénégal : le réseautage. Et je pense que la gestion du fonds COVID a bien montré la maturité du réseautage,

point important pour la pérennisation des acquis du projet, même après le soutien direct à une calebasse».

Avez-vous des suggestions ou pistes pour une amélioration de ce Programme Pays?

« Cela ne fait que quatre petits mois que je fais partie de la famille sénégalaise d'Action de Carême. Donc mes impressions sont certes très incomplètes et superficielles et je ne pense pas être en position de faire des suggestions.

Je vais néanmoins faire quelques remarques. Au niveau administratif, je suis d'opinion qu'une standardisation plus poussée des modèles des rapports narratifs et financiers peut améliorer la gestion du programme pays. Cela réduira le travail de la coordination national et du/de la chargée du programme, mais pourra également aider les organisations partenaires à s'habituer à des formats de rapportage plus détaillés et ainsi renforcer leurs capacités pour obtenir d'autres financements. En fait, comparé à d'autres bailleurs, Action de Carême a des standards de rapportage assez souples. Sinon, je pense qu'au Sénégal, vous faites déjà beaucoup sur l'agroécologie sur les champs communs. Au Kenya, nous avons des champs individuels, mais au sein du groupe de solidarité, les membres assurent un travail en commun sur les champs individuels. Seulement quelques régions ont opté pour des champs collectifs, mais c'est certainement dû à une culture économique différente au Kenya. Néanmoins, combiner un système d'incitation personnelle (champs individuel) avec le renforcement de la cohésion sociale (travail en commun) est peut-être un axe pour le programme Sénégal qui pourrait s'ajouter aux mécanismes d'autofinancement individuel que vous venez de commencer. Aussi, cette combinaison permet l'inclusion de membres qui ne peuvent pas trop souvent se déplacer vers les réunions des calebasses (personnes très âgées ou vivant avec un handicap). Au Kenya, c'est ça qui ressort souvent des témoignages sur le travail en commun sur des champs individuels. Durant la crise



du COVID-19 et l'augmentation des prix de certains aliments, beaucoup des membres des groupes de solidarité ont apprécié de pouvoir produire leur propre nourriture et d'être indépendant du marché. Juste pour expliquer : au Kenya, toutes les activités du programme d'Action de Carême prennent comme point d'entrée ces groupes de solidarité. Donc c'est un niveau d'organisation au-dessus de la calebasse, car le groupe de solidarité décide ensuite des activités à faire : épargne (avec un système différent aux calebasses) ou agro-écologie ou les deux ».

Vous assurez l'intérim de Vreni actuellement est ce qu'il y a des perspectives de collaborations entre les Programmes Pays que vous gérez (Kenya Haïti) et le Sénégal ?

« Les coordinations nationales du programme Sénégal et du programme Kenya ont déjà été en contact avant mon arrivée. Mes collègues au Kenya sont surtout intéressés du travail de réseautage qui est fait au Sénégal. Néanmoins, les barrières culturelles et au niveau de la langue, ainsi les différents contextes politiques demandent une préparation minutieuse d'un tel échange et une adaptation au contexte kenyan. Durant les prochains mois, il y aura néanmoins des échanges

virtuels sur ce sujet. Et qui sait, peut-être les collègues kenyans pourraient partager leurs expériences dans l'agroécologie ou la combinaison des champs individuels avec du travail en commun. Au Kenya aussi, nous voulons commencer un système de certification participatif, une certification bio basée sur un contrôle par des pairs. Comme au Sénégal vous commencez avec cela aussi, cela pourrait être intéressant d'échanger également sur ce sujet. En ce qui concerne Haïti, je ne peux pas encore donner des prévisions concrètes car je n'ai pas encore commencé le travail. La langue est la même, donc c'est un avantage. Mais au niveau du contexte politique, c'est très différent : En Haïti, des violentes manifestations demandent le départ du président Jovenel Moïse et ceci depuis maintenant plusieurs années. Depuis début février, ces revendications sont basées sur une interprétation différente de la durée du mandat du président telle que définie dans la constitution. En plus, l'environnement écologique et climatique est très différent en Haïti comparé au Sénégal. Mais je crois que des échanges entre les coordinations nationales seront toujours bénéfiques et les nouvelles technologies et notre apprentissage de celles-ci durant la crise du coronavirus, donnent beaucoup de possibilités pour cet échange et je le soutiendrai, là où cela semble opportun ».

PROJET D'APPUI À L'AUTONOMISATION DES CALEBASSES DE SOLIDARITÉ (PAACDS) Le COCOGEP forme 50 membres des CDS à la fabrication du pain

Soucieux d'accompagner les membres des Calebasses de solidarité à la résilience face à la COVID-19 et à générer des revenus, le comité de coordination et de gestion du partenariat (COCOGEP) en partenariat avec Action de Carême Suisse a mis sur pied un projet d'appui à l'autonomisation des calebasses de solidarité. Le PAACDS forme les femmes qui constituent la majorité des CDS à la fabrication du pain et de ses dérivées.



Dans le dessein d'appuyer davantage les CDS mises en place par le COCOGEP (Comité de Coordination et de Gestion du Partenariat), un projet de quatre mois a été élaboré dans le contexte de la Covid 19 au Sénégal. Ce projet consiste à former les femmes à la fabrication du pain et de ses dérivées. Il vise à outiller les femmes afin de pouvoir générer des revenus mais également d'en fabriquer pour leur famille. Mieux, le PAACDS entre en droite ligne d'une des stratégies de travail qui est le droit à l'alimentation. Selon les responsables du COCOGEP, le Projet d'Appui à l'Autonomisation des CDS (PAACDS) a été mis en œuvre dans un contexte particulier de pandémie qui secoue le monde et a fini de mis à terre l'économie

mondiale. Ces conséquences néfastes sont perceptibles à travers toute la population du Sénégal notamment celle du monde rural. En effet, les revenus des populations en ont pâti et les membres des calebasses qui, en grande partie sont des femmes, ont vu leurs revenus baisser drastiquement.

Le secteur de l'alimentation est fortement impacté. Au niveau des calebasses, les membres sollicitaient beaucoup de crédits pour répondre aux besoins d'alimentation. « Pour apporter sa touche face à ce secteur très névralgique, le COCOGEP en intelligence avec son partenaire Action de Carême a jugé nécessaire de mettre en place ce projet d'autonomisation afin d'aider les femmes membres des CDS à la résilience. Cet appui est

basé essentiellement sur des formations dans les technique de fabrication de pain, de gâteaux, de Cake, du pain au lait, entre autres, à base de mil et de farine de blé», a souligné Mr Babacar Thiam, président du COCOGEP. Cette formation en panification a été organisée dans le village de Mboul Diamé près de Sokone. Elle a regroupé une cinquantaine de membres dont 40 femmes et 10 hommes. La formation était principalement pratique et participative avec toutes les explications nécessaires. Les participants ont pu acquérir les connaissances et les compétences sur le processus de la panification.

Au terme de la formation, les participants ont fabriqué des produits de pâtisserie. Par la même occasion, ils ont remercié le COCOGEP et son

partenaire Action de Carême Suisse pour leur initiative. Dans le même sillage, ils ont sollicité un accompagnement ainsi qu'un suivi afin que ces nouvelles connaissances acquises puissent être mises en pratique pour régler un tant soit peu la question de l'alimentation. « Nous ne voulons pas que cette formation soit vaine. Nous sollicitons au moins un four pour la cuisson des pains et des pâtisseries pour pérenniser notre formation », a lancé une des participantes.

Il faut noter qu'en dehors de la formation sur la fabrication du pain et de ses dérivées, une autre formation en production d'eau de javel, de détergent et de savon a été organisée au profit des femmes membres des CDS dans le cadre de ce projet.

COCOGEF/FORMATION

Une vingtaine de jeunes filles formée sur le leadership

En plus de la formation des membres des CDS en panification, le PAACDS a organisé, du 16 au 17 janvier 2021, un atelier de formation des jeunes filles sur le leadership. Cette dernière qui a duré deux jours a vu la participation de 20 jeunes filles leaders venues des communes de Diossong, Niassène et Diagane Barka.

Cette formation a permis à ce groupe de femmes de renforcer leur leadership.

Ces jeunes filles composées d'élèves et d'étudiantes ont eu un nouveau regard sur le leadership. Elles ont reçu une formation complète renforcée par de mini ateliers, des exercices en groupe, entre autres.

Ces jeunes filles dont les parents sont membres des CDS vont pouvoir appuyer les différentes stratégies de lutte contre la soudure et l'endettement. Ainsi, elles seront d'un apport considérable

dans les activités de plaidoyer et de lobbying. Parallèlement, le staff technique du COCOGEF pourra s'appuyer sur ces filles leaders afin de mener à bien ses activités de sensibilisation et d'information. Dans cette optique, elles ont mis en place une plateforme d'échange et de partage pour pouvoir suivre les différentes activités du COCOGEF.

Par Malick GAYE

Chargé de programme COCOGEF

FENAGIE/PECHE

Une vingtaine de jeunes filles formée sur le leadership

La Fenagie/pêche a entrepris des séances de formation dans les régions de Fatick et de Saint Louis pour mieux accompagner ses membres dans leurs activités de transformation des produits halieutiques et dans la promotion du consommé local. Une entreprise d'autant pertinente qu'elle permet aux populations d'avoir accès en permanence à la ressource tout en respectant les dispositions de préservation des espèces maritimes. C'est ainsi que, dans le cadre de son projet dit de Conservation des ressources naturelles, de renforcement et de résilience des communautés des aires marines protégées du Delta du Saloum, la Fenagie/Pêche a organisé, du 25 au 27 janvier 2021, des ateliers de formation sur la transformation de produits halieutiques à Dionewar dans le département de Foundiougne de la région de Fatick. Ladite formation était destinée aux trois Unions locales de Dionewar,

Niodior, Falia, riveraines de l'Aire Marine Protégée de Sangomar. Soit 30 membres des cales de solidarité outillés en la circonstance. Les travaux, conduits par Monsieur Momar Hyacinthe Diop, un Expert en technologie de la transformation de produits halieutiques de l'ITA, ont sur le Marinade. Laquelle marinade est une technique qui consiste à faire immerger des huîtres, des arches, ou des crevettes dans de l'eau, du vinaigre, du sel, et des légumes dans des bocaux pour une conservation de longue durée environ 6 à 8 mois. Ce qui permet de disposer de produits frais pendant la période de repos biologique fixé par les populations dans le cadre des conventions locales.

Dans la région de Saint Louis, la formation a porté sur la stratégie du consommé local avec un focus sur l'art culinaire. Des travaux qui entrent dans le cadre du suivi des stratégies du programme de lutte contre la



Les femmes suivent le processus de mise en bocaux pour la semi conservation

soudure et l'endettement. A ce titre, la Fenagie/pêche en partenariat avec ADC s'est engagé dans la mise en œuvre de la promotion du consommé local. Une stratégie qui se veut pour contribuer à renforcer le savoir-faire local à travers la transformation des produits agricoles, halieutiques et forestiers. Surtout que chaque préparation culinaire possède une valeur symbolique et une signification culturelle

d'où la diversité culturelle de nos recettes. Ainsi, sous l'égide de la Fenagie/Pêche, 42 femmes transformatrices membre des cales de solidarité de la ville de Saint Louis ont pu bénéficier de connaissances aptes à renforcer leurs compétences. Ce qui devrait contribuer à l'amélioration de la qualité de leurs produits mais aussi au développement des initiatives par la création d'activités d'autodéfense.

INNOVATIONS LOCALES PAYSANNES

Promotion de l'innovation locale paysanne dans la gestion de l'eau en agriculture familiale au Sahel

« **L'**insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'instabilité des revenus constituent d'importants freins au développement économique et social dans les pays du Sahel. Un espace qui dispose cependant d'avantages comparatifs à valoriser ». Un paradoxe qu'il convient de corriger et sur lequel s'est appesanti le coordonnateur sous régional pour l'Afrique occidentale et centrale de la plateforme internationale pour la promotion de l'innovation paysanne dans la gestion de l'eau agricole et des ressources naturelles, Prolinova, Abdel Kari Ali Mahamane. Lequel animait, à l'attention d'une dizaine de journalistes de la cité du rail, la journée de sensibilisation et d'informations sur un projet de gestion de l'eau agricole, Proli-GEAFasa, porté, au Sénégal depuis déjà plus d'un an, par ladite plateforme. Selon lui, la pertinence de la mise en place d'un tel projet au Sénégal réside dans une réelle volonté de corriger certaines incohérences qui freinent les efforts de résilience dans la zone sahélienne. En effet, fait-il noter, le Sahel est l'une des régions les plus vulnérables du monde face aux changements et à la variabilité climatique, dans un contexte de prédominance de son économie par une agriculture dépendante à 97 % de la pluviométrie. La conséquence en étant que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'instabilité des re-



De gauche à droite: Monsieur Abdel Kari Ali Mahamane, coordonnateur sous régional pour l'Afrique occidentale et centrale Prolinova et Mme Oumy NDIAYE, chargée de programme ProliGeaFaSa Sénégal

venus constituent d'importants freins au développement économique et social. Ils se traduisent par un taux de pauvreté élevé, particulièrement en milieu rural et par l'accentuation de l'émigration et de l'exode rural, compromettant la stabilité et la sécurité de la région.

Cependant, poursuit-il, l'espace le sahélien dispose d'avantages comparatifs à valoriser comme, entre autres, un fort ensoleillement, de grands fleuves, une ressource en eau abondante en saison des pluies qu'il convient de mobiliser et gérer, une demande urbaine en forte croissance et un secteur agricole qui se structure progressivement. Aussi, selon lui, il s'agit avec ce dit projet conduit au Sénégal par la chargée de programme Oumy Ndiaye de promouvoir une nouvelle approche

dans la recherche d'un développement participatif dans le secteur de l'agriculture. Une approche qui s'appuie sur les innovations locales et paysannes. « Nous faisons toujours l'effort de partir du savoir paysan et de revenir vers lui pour mieux faire face aux défis auxquels il est confronté. En sommes nous proposons une entrée par les solutions et non une entrée par problème. Ceci parce que nous sommes convaincus que le paysan a toujours su développer des pratiques empiriques pour l'essentiel afin de faire face aux défis qui l'interpellent. Aussi nous partons de ces solutions empiriques que nous essayons de formaliser et codifier afin de pouvoir les reconduire dans des contextes similaires ». Pour la coordonnatrice, ce dit projet qui est en cours d'exécution depuis le mois de

Janvier 2020 a permis d'identifier quarante et une innovations locales dans la gestion de l'eau en agriculture développées par des paysans sénégalais particulièrement dans les localités de Podor et Dagana. Parmi ces innovations, 21 sont aujourd'hui caractérisées et codifiées. En somme, il devra s'agir de faire en sorte que les innovations paysannes répertoriées dans le cadre de ce projet puissent être intégrées dans la chaîne des valeurs. C'est-à-dire que les petits producteurs qui n'ont pas droit au chapitre puissent s'y retrouver et gagner en conséquence convenablement leur vie. Surtout que nul n'est sans savoir que les paysans rencontrent, très souvent, d'énormes difficultés liées à particulièrement à l'accès à l'eau. conséquences! leur production est souvent en dents de scies.

FOIRE INTERNATIONALE DE L'INNOVATION PAYSANNE

Des maraichers sénégalais présentent leurs expériences en gestion de l'eau agricole

Ils sont quatre producteurs sénégalais à participer à la foire virtuelle internationale de l'innovation paysanne organisée par le Réseau Prolinnova les 10 et 11 février dernier. Avec l'accompagnement de la plateforme Prolinnova Sénégal dans son projet Proli-GEAFaSa, ces trois producteurs maraîchers venus de Saint-Louis (Gandiole) ont présenté aux différents participants leurs innovations en matière de technique de gestion de l'eau dans la zone de Gandiole, dans la région de Saint Louis.

Il s'était agi, avec cette foire virtuelle, d'un moment d'échanges et de partage pour présenter les différentes innovations locales portées par les paysans de chaque plateforme pays. Ces plateformes pays sont issues de différents continents : Afrique, Asie et Amérique latine. Ces innovations sont issues de différents projets (SULCI-Fans Proli-GEAFaSa, FARENE, etc.) portés par les plateformes pays à savoir Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, Inde, Afrique du Sud, etc. Au premier jour de la foire, quatre producteurs maraîchers sénégalais (plateforme Dagana) qui mènent leurs activités à Gandiol, ont présenté aux différents participants, leurs innovations dans le cadre du projet de gestion de l'eau agricole (Proli-GEAFaSa).

La localité de Gandiole, située sur le littoral nord, est une zone écologiquement vulnérable et malgré le fait qu'elle bénéficie d'un important potentiel hydraulique. Cette vulnérabilité est la conséquence de la menace de plus en plus accrue de la remontée du sel en surface. Dans cette zone les systèmes d'irrigations utilisées sont principalement le goutte à goutte et l'aspersion. Malheureusement ces systèmes sont onéreux pour un petit producteur. En effet, sur 1 ha le coût de production est estimé à près de trois millions de F CFA. Par conséquent, chacun cherche à trouver des voies et moyens pour innover afin, non seulement, de pérenniser son activité mais aussi de mieux la

rentabiliser par la réduction des coûts de production.

Agé de 60 ans et habitant au village de Kalassane, dans la commune de Rao de la région de Saint Louis (au nord du Sénégal), **Mamadou GUEYE** a présenté son innovation locale de pépinière gombo après 25 jours de semis. Face au coût très onéreux de l'eau, Mamadou consommait 75 litres d'eau par jour pour arroser son périmètre. Ce qui était énorme en termes de charges à ses yeux. Face à cette situation insoutenable, il a innové en recyclant des tasses à jeter en plastique pour y mettre les graines de gombo. "Avec 75 litres d'eau, j'ai pu arroser pendant 25 jours mes plants de gombo avant de procéder au repiquage dans les plants", a souligné M. Guèye, lors de sa présentation virtuelle. Aujourd'hui, il loue les qualités de son innovation qui lui a permis de réduire son coût de production. Mieux, là où il employait trois personnes sur l'ancien système de semis, il peut, à lui seul, faire ce travail. Cependant, si l'innovation a permis un gain de temps de travail, force est de constater qu'il y a des limites liées à un phénomène de pollution des sols, car les plastiques utilisés constituent, après usage, une menace sur l'environnement. Son collègue **Aby GUEYE**, taille moyenne, teint clair, a de son côté innové en associant le poivron et la salade dans un même plant. Ayant obtenu un lopin de terre de son mari, Aby était confrontée à d'énormes difficultés liées à l'accès à l'eau et au manque de temps re-

à 2.000 l sur une superficie de 0,15 ha", a confié Adama Guèye.

ASS GUEYE, un autre producteur établi dans la zone, a fait des branchements de tuyaux en PVC de 50 mm de diamètre enfouis au sol et raccordés les uns aux autres avec une vanne d'arrêt sur chaque



De gauche à droite: Mamadou GUEYE, Abdou THIAM, Baka GUEYE Oumy NDIAYE, Aby GUEYE, Ass GUEYE et Adama GUEYE

lativement aux tâches ménagères. Ainsi, trouver des voies et moyens pour exercer son activité devient un sacerdoce. Aby Gueye, d'un coup de baguette magique, a mis en œuvre son idée jugée irréaliste par ses proches. Elle a tenté d'associer les deux cultures dans un même plant. "La salade est au milieu du plant. Elle est entourée de pieds de poivron aux extrémités de chaque plant", a expliqué la jeune femme âgée de 33 ans. Armée de patience et de détermination, elle avait décidé de réaliser son rêve. Les premiers tests ont été concluants. "Le rendement a été de 10 à 20 bassines de salade et de 20kg de poivron à 100kg de poivron sur un périmètre de 100 m²", a indiqué la jeune lors de son intervention.

Quant à **Adama Guèye**, il a, lui aussi, fait preuve d'ingéniosité pour arriver à une gestion rationnelle de l'eau dans son exploitation. Il a utilisé une technique d'irrigation assez souple avec des bouteilles de 20 l. «Ma consommation est passée de 10.000 l/jour

tuyau. Ces tuyaux sont reliés à un mini forage qui permet de les alimenter en eau à l'aide d'un branchement électrique. Selon le producteur, il dépensait 3.000 F cfa en carburant avec l'ancien système d'irrigation. Avec cette innovation, il dépense moins de 1.000F CFA/jour. "J'ai économisé 50.000F CFA sur la construction d'un bassin. Mon rendement a également augmenté. Il est passé de 150 sacs de 45 kg à plus de 200 sacs de même poids avec cette innovation sur une superficie de 0,5 ha. J'arrosais chaque jour mon champ, avec l'innovation j'arrose tous les deux jours", a témoigné Ass.

Rappelons que cette foire de deux jours a vu la participation des directeurs de l'ENSA et de l'Ong AgriBio Services, respectivement Dr Ibrahima Diedhiou et Djibril Thiam, par ailleurs coordonnateur de la plateforme Sénégal, et de madame Oumy Ndiaye, coordinatrice du projet Proli-GEAFaSa.

Ababacar GUEYE

Abdou Khadre Sanoko , Dr en sociologie

« *Le plus grand risque de propagation de la pandémie réside dans la mythification et la banalisation du virus* »

Vingt cinq jours après la mise en vigueur du couvre feu décrété dans les régions de Thiès et Dakar, la propagation de la contamination continue de plus belle comme en atteste le nombre croissant des cas testés positifs. Un état de fait aussi alarmant sur lequel le docteur en sociologie Abdou Khadre Sanoko s'est penché pour retenir un certain nombre de défis à relever pour mener à bien la lutte contre la pandémie liée à la Covid 19.

WalfQuotidien :
Docteur, après un peu plus de trois semaines de couvre feu, le constat à Thiès est que la covid 19 continue à gagner du terrain dans la région de Thiès. Quels enseignements tirez-vous de cet état de fait ?

Abdou Khadre Sanoko : Au regard de l'explosion des cas de contaminations notés depuis le début de ce qu'il est convenu d'appeler la deuxième vague de la pandémie liée au coronavirus, il me semble que, pour stopper le mal, il faudrait mettre un accent particulier sur un certain nombre de défis. Des défis que l'on peut sérier autour de trois axes majeurs. Le premier de ses axes étant le milieu scolaire et étudiant. Chaque jour des milliers et des milliers d'élèves et étudiants sillonnent les routes de la région pour aller dans les établissements scolaires. Et comme l'avis le plus partagé est que le virus circule, on devrait fondamentalement parer à toutes éventualités d'entrée de ce virus dans ces champs sociaux que sont les espaces scolaires et étudiants. Si nous faisons

une comparaison par rapport à la première vague, on se rend compte que l'Etat avait anticipé en mettant en place un mécanisme et un dispositif de prévention consistant à installer devant toutes les structures scolaires un immense dispositif matériel pour permettre à ces enfants là de pouvoir respecter les mesures barrières relatives surtout au lavage des mains et au port du masque. Mais aujourd'hui, un tour dans ces établissements suffit pour constater que ce dispositif s'est complètement affaissé. Les élèves sont laissés à eux-mêmes. Et la descente, ce sont ces mêmes enfants qui s'enchevêtrent avec les parents et grands parents avec tous les risques de transmission du virus que cela peut comporter. Ce qui est regrettable dans tout cela, c'est qu'on a comme l'impression qu'il y a un silence mortel du ministère de l'éducation nationale. Il y a un faux fuyant gravissime qui fait que personne ne parle de la question alors que nous savons tous que cette catégorie de jeunes regorge de sujets asymptomatiques. Ils ne développent aucun symptôme et personne ne



peut présager de leur statut. En conséquence j'estime judicieux qu'on mette en place les tests Pcr-covid au niveau de toutes les structures scolaires et étudiantes pour voir est ce que véritablement le virus est assez présent dans ces champs sociaux. Malheureusement aujourd'hui ni le ministère de la santé encore moins celui de l'éducation n'y pensent et les gens

font comme ce n'était pas important.

Que dire du non respect des mesures réglementant le transport en cette période de crise sanitaire ?

C'est d'ailleurs le deuxième axe majeur. Il est vrai que des mesures hardies ont été prises de la part du ministère de tutelle pour limiter

le nombre de place dans les véhicules de transport. Mais aujourd'hui, force est de constater que cela n'est pas respecté. Et à notre grande surprise, il y a des forces de l'ordre qui sont en permanence sur toutes les artères au niveau de la commune de Thiès et par parallélisme au niveau de la région. Moi-même j'en parle en connaissance de cause parce que quand j'ai voulu un peu mesurer l'ampleur du phénomène, j'ai emprunté ces bus et je me suis rendu compte qu'il y avait un grand risque de contracter très facilement le virus dans ces espaces là. Et pourtant, pour le transport, il est beaucoup plus facile d'éviter le mal puisqu'il s'agit tout simplement de mettre en branle un mécanisme qui permet de

contrôler, de vérifier le strict respect de l'effectivité des mesures édictées par les autorités. Quid des motos jarkarta ? Pour ce genre de transport tout le monde sait qu'ils n'ont par de terminus et sont visibles dans tous les coins et recoins de la ville. Les gens ne s'en rendent pas compte mais elles sont aussi des moteurs qui peuvent facilement véhiculer le virus. Quand un client quitte un axe bien précis et qu'un autre emprunte la même moto, vous voyez ce que cela peut faire. Qu'on ne me parle pas de désinfection s'agissant de ces motos là. Or il est bien établi qu'après chaque 24 heures, il faut impérativement désinfecter les moyens de transport. En conséquence je ne serais pas

surpris de voir qu'à Thiès. A mon avis, pour le cas de Thiès, même si les cas de contamination n'explorent pas, il sera tout de même compliqué de s'attendre à une baisse de cette montée des cas testés positifs.

Que pensez-vous de ces nouvelles dispositions voulant que, faute d'espace d'accueil, les malades sont confinés à domicile où ils devront être suivis et traités?

A ce niveau précis il y a aussi à se poser des questions. Est-ce que l'aménagement de l'espace au niveau de nos maisons contextualisé avec la paupérisation pour ne pas

J'estime judicieux qu'on mette en place les tests Pcr-covid au niveau de toutes les structures scolaires et estudiantines pour voir est ce que véritablement le virus est assez présent dans ces champs sociaux.

dire la pauvreté peut permettre aux uns et aux autres de pouvoir s'auto-confiner ? Ce qui veut dire que ceux qu'on confine à domicile ne peuvent être suivis que pendant les heures de traitement. Les praticiens de santé ne peuvent avoir un œil très rigoureux sur eux que pendant les heures de traitement. Mais une fois qu'ils prennent congé d'eux, il est évident que ces malades ne pourront pas s'auto-confiner et alors bonjour la contamination. Les gens n'ont pas fini d'expliquer aux citoyens comment respecter scrupuleusement les mesures dans un contexte de traitement au niveau familial. Car il ne suffit pas simplement de préparer le repas et de venir

taper à la porte pour lui remettre le plat. Ne serait que pendant ce court laps de temps le serveur peut être contaminé. Encore que, et c'est évident dans presque toutes nos maisons, les toilettes sont fréquentées par toute la maisonnée. Aujourd'hui, pour toute une maison, il n'y a qu'une seule toilette. Comment dans ces conditions, s'auto-confiner. Pour simplement dire que cette rigueur méthodologique pose un réel problème. Pas parce que les gens ne veulent pas mais parce que le contexte et les réalités socio-culturelles sénégalaises ne se prêtent pas à toutes ces dispositions restrictives qu'on appelle mesures barrières.

L'Afrique n'est pas une zone de distanciation sociale mais plutôt d'enchevêtrement, de mélange et de proximité.

Que pensez-vous de ces nouvelles dispositions voulant que, faute d'espace d'accueil, les malades sont confinés à domicile où ils devront être suivis et traités?

Il me semble aujourd'hui qu'il est plus judicieux de réfléchir autour de ces questions que je viens de poser que de nous mettre sur la table un principe le couvre feu. Car il ne règle pas la question. Il y a d'autres éléments assez anodins qui s'échappent et qui risquent même d'avoir une incidence beaucoup plus pe-

sante sur la propagation du virus plutôt qu'autre chose. Un accent doit aussi être mis sur la communication. Car, il faut le dire, le problème fondamental est que les gens ne croient pas à la dangerosité de ce virus. Pis, ils ont fini de le démythifier, de le banaliser. On a beau leur dire qu'il y a tant de morts, dans leur subconscient, ils se disent plus puissants que le virus et que certainement ce sont les gens les fragiles qui seront abattus. S'y ajoute que c'était une grosse erreur que de dire que les personnes âgées sont les plus exposées au virus. Car c'est à partir de cette erreur de communication que les jeunes ont commencé à défier le virus.

Chaque jour il y a gens qui se lèvent et qui disent qu'ils ne vont pas porter leur masque. Parce que dès le début les autorités n'ont pas pris l'option de les convaincre par l'image même s'il faut flouter les images. Mieux, les points du jour que fait le ministère de la santé devraient se tenir dans les structures hospitalières avec, en arrière plan, des images qui défilent montrant des gens qui traitent les cas graves dans les salles d'hospitalisation. En somme, on a voulu qu'ils croient mais on ne leur a jamais montré de preuves. On a opté pour une communication au hasard et c'est ce qui nous a valu les conséquences désastreuses que nous connaissons.

**Propos recueillis par
Sidy Dieng**

CALEBASSES DE SOLIDARITÉ EN CHIFFRES

LES CALEBASSES DE SOLIDARITÉ AU SÉNÉGAL

Une force de plus de 50.000 membres

Selon les analyses faites par Action de Carême Suisse sur le monitoring sur les Calebasses de Solidarité (CDS) au Sénégal en 2020, ces dernières sont en bonne santé. En effet, les données recueillies à la suite de la fiche de renseignement sur l'effectivité des membres des calebasses, sur les ressources générées, il est ressorti que les membres des calebasses de solidarité sont estimés à 51.481. En effet, dans le cadre du suivi des calebasses de solidarité, la coordination nationale dans son Projet FOCOMO (Formation communication et Monitoring) a pu accompagner ses organisations partenaires à la digitalisation de certaines stratégies comme les calebasses de solidarité. Ainsi une fiche monitoring sur



Naturelle et biologique

Magazine bimensuel d'informations
Agroécologiques et biologiques

FÉVRIER 2021

Rédacteur en chef

Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Seynabou SALL, Abdou THIAM, Oumy NDIAYE, Sidy DIENG, Fatou DIOP

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier Parcelles Assainies
Unité 4, Thiès Sénégal

Tél : 33 954 17 96/ Fax: 33 951 53 37

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

crabesth@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
(Centre de Ressources en Agriculture Biologique
et Economie Sociale et Solidaire)

www.crabes.org

les CDS a été matérialisée sur la plateforme kobotoolbox à travers une enquête remise aux Op pour mieux réactualiser leurs données. A travers un questionnaire réalisé grâce à l'outil kobocollect, toutes les OP ont pu mettre à jour leurs données et les transmettre à Action de Carême Suisse, la maison mère, pour une exploitation. Après l'analyse des données, il est ressorti que l'année 2020, malgré la pandémie, des résultats assez probants ont été enregistrés. L'ensemble des 15 partenaires a installé 1.424 calebasses de solidarité. Le nombre total de membres est de 51.481 dont 46.728 femmes et 4.753 hommes. En termes de crédits, il faut rappeler que les calebasses de solidarité octroient des crédits en santé, en éducation et en nourriture. En 2020, le nombre de crédits en santé alloués est de

4.363 et le montant de ce crédit s'élève à 38.775.145 de F CFA. S'agissant celui de l'éducation, 1.944 crédits ont été octroyés aux bénéficiaires, soit un montant total de 16.530.217 F CFA. Pour les crédits en nourritures 6.582 membres en ont bénéficiés, soit un montant total de 50.928.875 F CFA. Malgré la pandémie du Corona virus, le montant mobilisé dans les Apports Volontaires Anonymes communément appelé AVA en 2020 est de 68.359.460 F CFA.

Mieux toutes les calebasses des OP ont collecté 460.209.953 F CFA. Entre autres activités génératrices de revenus exercées par les calebasses, il y a les Mécanismes d'Autofinancement (MAF) qui génèrent 153.764.636 F CFA. Les bénéfices tirés de ces mécanismes équivalent à 34.580.439 F CFA.